



PRÉFET DE LA HAUTE-SAVOIE

*Del. : 2018
(15)*
COPIE

Annecy, le 9 avril 2018

Pôle Administratif des Installations Classées

RÉF. : PAIC/CD

LE PREFET DE LA HAUTE-SAVOIE,
Officier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite

Arrêté n°PAIC-2018-0044

Portant mise en demeure de la société PASTEUR Recyclage située à Annemasse et Vétraz-Monthoux

VU le code de l'environnement et notamment le point I de l'article L.171-8,

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des Préfets et à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et départements,

VU le décret du 3 novembre 2016 portant nomination de M. Pierre LAMBERT, en qualité de préfet de la Haute-Savoie,

VU l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres relatifs aux déchets, mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement,

VU l'arrêté préfectoral n° 2005.2699 du 5 décembre 2005 autorisant la société Bernard PASTEUR, dont le siège social est situé rue des Grands Bois à VETRAZ MONTHOUX à exploiter un centre de transit, collecte et regroupement de déchets et de ferrailles situé à la même adresse,

VU la demande de bénéfice des droits acquis déposée par la société PASTEUR Recyclage, pour son site d'ANNEMASSE et de VETRAZ MONTHOUX, le 2 avril 2012 et complétée le 22 novembre 2013, suite aux modifications de la nomenclature des installations classées introduites par les décrets n° 2010-369 du 13 avril 2010, 2012-384 du 20 mars 2012 et n° 2012-1304 du 26 avril 2012,

VU l'arrêté préfectoral n° 2013338-0012 du 4 décembre 2013 modifiant l'article 1.3 de l'arrêté du 5 décembre 2005 précité, actant du bénéfice des droits acquis par la société PASTEUR Recyclage, pour son site d'ANNEMASSE et de VETRAZ MONTHOUX, suite à sa demande précitée en date du 2 avril 2012 et complétée le 22 novembre 2013,

VU le rapport de l'inspection des installations classées du 13 mars 2018, faisant suite à l'inspection du 29 janvier 2018,

VU la lettre de l'inspection des installations classées du 13 mars 2018 engageant la procédure contradictoire réglementaire,

VU l'absence d'observations de la société PASTEUR Recyclage,

CONSIDERANT que lors de l'inspection du 29 janvier 2018, il a été constaté que les quantités de déchets verts, de déchets de bois et de déchets de démolition autorisées par l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2005 modifié le 4 décembre 2013 précité étaient dépassées,

CONSIDERANT que lors de l'inspection du 29 janvier 2018, il a été constaté que des activités de transit de déchets verts, de déchets de bois et de déchets de démolition étaient réalisées sur une emprise non autorisée,

CONSIDERANT que lors de l'inspection du 29 janvier 2018, il a été constaté que les conditions d'exploitation de la partie du site ne disposant d'aucune autorisation étaient très préjudiciables pour l'environnement, notamment les eaux souterraines et superficielles, généraient des risques d'incendie importants et qu'elles rendraient extrêmement difficile l'intervention des services de secours en cas de sinistre,

CONSIDERANT qu'il convient de prendre des mesures d'urgence pour faire cesser les dangers graves et imminents que les conditions d'exploitation de la partie du site ne disposant d'aucune autorisation induit sur l'environnement,

CONSIDERANT que lors de l'inspection du 29 janvier 2018, il a été constaté que les registres des déchets entrants et sortants de l'établissement n'étaient pas renseignés conformément aux dispositions des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres relatifs aux déchets, mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement,

SUR la proposition de monsieur le secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

Article 1^{er}

La société PASTEUR Recyclage ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est établi au 3 rue des Grands Bois - 74100 VETRAZ-MONTHOUX est mise en demeure de faire application, dans son établissement situé à la même adresse, des dispositions suivantes **sous un délai de 15 jours** :

1. respecter les volumes d'activités autorisés, précisés par l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005 modifié le 4 décembre 2013, notamment en ce qui concerne le transit de déchets verts, des déchets de bois et les déchets de démolition,
2. respecter les dispositions prévues dans l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005 modifié le 4 décembre 2013, concernant l'emprise du site ainsi que les activités de transit de déchets verts, de déchets de bois et de déchets de démolition.

Dans ce cadre, l'exploitant devra, sous le délai de 15 jours précité, entièrement dégager la partie non autorisée de son établissement de tous les déchets qu'elle contient et remettre le terrain en parfait état de propreté,

3. respecter le 2^e alinéa de l'article 2.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 5 décembre 2005 et dans ce cadre, de faire établir un plan du réseau d'égouts actualisé faisant apparaître les secteurs collectés, les regards, les points de branchements et les points de rejet.

Le plan doit également permettre d'identifier les ouvrages de contrôle des rejets prévus par l'article 2.5.1 du même arrêté. Ce plan sera transmis à l'inspection des installations classées sous le même délai de 15 jours.

4. mettre en conformité les registres des déchets entrants et sortants avec les dispositions des articles 1 et 2 de l'arrêté ministériel du 29 février 2012 fixant le contenu des registres relatifs aux déchets, mentionnés aux articles R.541-43 et R.541-46 du code de l'environnement. Dans ce cadre, il conviendra de renseigner correctement et précisément l'ensemble des champs exigés par les articles précités afin notamment d'assurer la traçabilité des déchets transitant dans son établissement.

Article 2

En application de l'article L.171-8-I du code de l'environnement, les activités de transit et regroupement de déchets verts, de déchets de démolition et de déchets de bois dans l'établissement sont suspendues à compter du jour de la notification du présent arrêté et jusqu'à ce que les dispositions du point 2 de la mise en demeure aient été appliquées.

Cette suspension ne s'oppose pas au transfert de déchets situés dans la partie de l'établissement exploitée illégalement vers la partie autorisée de l'établissement. Si un tel transfert a lieu, les quantités maximales prescrites par l'article 1.3 de l'arrêté préfectoral du 5 décembre 2005 modifié par l'arrêté du 4 décembre 2013 devront être respectées.

La reprise des activités objet de la suspension ne pourra intervenir qu'après un arrêté du préfet après établissement d'un rapport de l'inspection des installations classées portant sur la réalisation effective des dispositions du point 2 de l'article 1^{er} du présent arrêté.

Article 3

Dans le cas où les obligations prévues aux articles 1 et 2 ne seraient pas satisfaites dans le délai imparti par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues au point II de l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Les délais s'entendent à compter du jour de la notification du présent arrêté.

Article 4

Le présent arrêté sera notifié à la société PASTEUR Recyclage.

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-6 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Grenoble, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même code :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions,

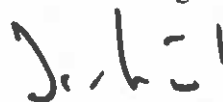
2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés au 1° et 2°.

Article 5

Le secrétaire général de la préfecture et la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargée de l'inspection des installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et dont une copie sera adressée aux maires de ANNEMASSE et de VETRAZ-MONTHOUX.

Pour le Préfet,
Le secrétaire général,



Guillaume DOUHERET